



Une vue partielle de l'Assemblée nationale de Tsimbazaza Antananarivo

De 1959 à 2006, toutes les élections présidentielles ont été organisées avant les élections législatives. Quels en ont été les impacts ? C'est le sujet de ce dossier, étant donné que sur le moment, la majorité de la population malgache et bon nombre de « politiciens », ignorent ce que cela a entraîné dans la gestion même des affaires de l'Etat. Comme on dit en malgache : « Ny nenina any aoriana an-datsa ».

1ère République de Madagascar

A part Philibert Tsiranana, aucun président malgache élu n'a eu un cursus politique digne de ce nom. C'est au moment même où ils ont pénétré dans le couloir du pouvoir qu'a été mise en exergue une entité qui deviendra le parti présidentiel. En mai 1972, adieu au Parti social démocrate (PSD) dont les membres criaient à perdre haleine : « *Pisodia izahay mandrapahafatinay* » (Nous serons PSD jusqu'à notre mort). En réalité, certains sont encore vivants mais c'est la dynamique du parti qui est décédée. Récemment, Fetison Rakoto Andrianirina, qui n'a même connu le président Tsiranana, a été bombardé Secrétaire général de ce parti par Ruffine, fille de Philibert. Cela n'a duré que le temps d'une quinzaine de jours et il n'y a pas de quoi s'étonner. Le PSD avait tout de même une certaine éthique et en voulant le monter comme un cheval de bataille (électorale), c'est Philibert Tsiranana lui-même qui a du, de sa tombe, agir dans la conscience de sa progéniture. Résultat : exit Fetison.

République Démocratique de Madagascar

De la remise des pouvoirs au Général Gabriel Ramanantsoa à l'assassinat du Colonel Richard Ratsimandrava, personne ne connaissait un quelconque parti AREMA. Il fit irruption dans le microcosme politique malgache en même temps que Didier Ratsiraka, officier de marine non élu mais désigné par une poignée de personnes pour diriger le pays, de 1975 à 1982, année d'une véritable élection au suffrage universel. Dix ans après celle de Tsiranana en janvier 1972. Ce premier septennat a permis au jeune Didier Ratsiraka d'imposer une Charte de la révolution socialiste compulsée dans un petit livre rouge, pâle copie d'idées piquées chez Mao Tse Toung et Kadhafi. Cette Charte a été l'ossature de la Constitution de la 11ème république de Madagascar soumise à référendum. Le « *Oui* » l'emporta le 21 décembre 1975, et Didier Ratsiraka devint « *tout naturellement* » premier et dernier président de la 11ème république, dénommée République démocratique de Madagascar, car je n'ai pas souvenir d'une quelconque élection au suffrage universel, à part, en 1975. C'était ça la démocratie à cette époque où la ségrégation raciale sévissait aux U.S.A.

Sans coup férier, le parti AREMA (*Andrin'ny Revolisiona Malagasy* ou Avant-garde de la révolution malgache) fit abattre sa puissance sur tout le pays et tous les politiciens. Si vous n'étiez pas membre de l'AREMA, votre parti devez obligatoirement entrer dans le Front national de défense de la Révolution (FNDR). Aucune activité politique n'était possible en dehors de ce Front. Du coup, tous les « *Pisodia izahay mandrapahafatinay* » sont devenus AREMA ou assimilés comme tels. Parallèlement, est née l'Assemblée nationale populaire (ANP). Les premiers 137 membres étaient élus au suffrage universel direct pour cinq ans. Selon la Constitution de l'époque, l'ANP est « *délégataire du pouvoir suprême législatif* ». Aucun débat n'était possible dans les faits. Ce que Didier Ratsiraka imposait, les députés entérinaient. De 1977 à 1991, il n'y eut qu'un seul et unique président de l'ANP : LXM ou Lucien-Xavier Andrianaharinjaka. Pour museler les éventuels opposants, Didier Ratsiraka créa un Conseil suprême de la révolution (CSR) dont fit partie Monja Jaona, figure emblématique de la lutte pour les libertés, avec son parti MONIMA (*Madagasikara otronin'ny Malagasy* , « *Madagascar aux Malgaches* »). Et même un certain Manandafy Rakotonirina fut un CSR...

En 1982, Monja Jaona se présente à l'élection présidentielle contre Didier Ratsiraka. Vaincu, à cause des fraudes multiples (j'étais à Toliara à l'époque et j'avais voté pour lui), il lance un mot d'ordre de grève générale. Il est alors démis de ses fonctions de membre du CSR par le président en personne qui le place en résidence surveillée, dans un camp militaire du Sud, en 1983. Mais en décembre de la même année, Monja Jaona est élu député sous la bannière

Monima. Aussi bizarre que cela puisse paraître, il soutint le président Didier Ratsiraka, son tortionnaire, durant les mouvements de 1991. Monja Jaona décéda en 1994.

Pour résumer le schéma politique de la II^e république de 1975 à 1991, cela donne ce qui suit : élection présidentielle d'un candidat qui a fondé à l'occasion un parti politique qui sera « *unique* »

; puis élections de députés totalement acquis à sa cause, issus majoritairement de l'ancien parti au pouvoir, en l'occurrence le PSD fondé par l'ancien président Philibert Tsiranana.

III^eème république de Madagascar sous Zafy

En 1989, Didier Ratsiraka est réélu mais, avec la chute du mur de Berlin, le socialisme bat de l'aile, le bloc de l'Est s'étant effondré comme ce symbole de l'oppression. Adieu paradis socialiste. Entre-temps, à cause -ou grâce- aux ajustements structurels du Fmi et de la Banque mondiale, Madagascar était entré dans un marasme économique incroyable. Force a été pour le pouvoir AREMA de composer en libéralisant les activités politiques et de lever la censure envers la presse. En 1990, se lève un vent d'opposition venu des Forces vives de la Nation soutenues par le FFKM (Conseil œcuménique des églises chrétiennes de Madagascar). En 1991, après de vaines actions de répression -dont le massacre du 10 août aux alentours du palais d'Iavoloha-, un accord est signé dit Convention du Panorama, le 31 octobre 1991. Le professeur Zafy Albert pointe son chapeau de paille et devient le président d'une Haute Autorité de l'Etat (HAE), jusqu'à la prochaine élection présidentielle. Didier Ratsiraka n'étant plus qu'un président symbolique pour la continuité de l'Etat.

A partir de ce 31 octobre 1991 à 1993, le pays travers une période de transition « *libérale* » et un Comité pour le redressement économique et social (CRES) provisoire est créé pour préparer la III^eème République. Entre-temps, La Constitution de la III^e République qui va remplacer la République démocratique de Madagascar

par la République de Madagascar, est adoptée en 1992, à l'issue de la tenue d'un Forum national. Pour l'occasion (encore et toujours) Zafy Albert crée le parti UNDD (Union nationale pour le développement et la démocratie). Tous les politiciens se sont rués dans cette formation politique, si bien que Didier Ratsiraka est battu par Zafy Albert au second tour de l'élection présidentielle de décembre 1993. Mais Zafy a mal soupesé la capacité de nuisance de ses nouveaux

« *amis* »

, élus après cette présidentielle, comme membres d'une assemblée nationale devenue si hétérogène qu'il devint le premier président de la république malgache empêché et donc destitué en 1996.

Du coup, Ratsiraka, qui avait respecté le devoir de réserve en région parisienne, fait un retour en force en 1997, et bat à son tour le professeur, mais de justesse avec 50,71%, au second tour d'une élection présidentielle encore avant des législatives. Le parti AREMA est rebaptisé A vant-garde pour la rénovation de Madagascar et son credo sera

« *l'humanisme écologique* »...

Il toilette la Constitution de 1992 pour être à l'abri de tout empêchement présidentiel et, lors des élections législatives anticipées du 17 mai 1998, la majorité des députés est redevenue AREMA *new look*

62 des 150 sièges à l'Assemblée nationale, 71 des 90 sénateurs au Sénat, 41% des maires, 37% des conseillers municipaux, 60% des conseillers provinciaux et tous les 6 gouverneurs des 6 nouvelles provinces

« *autonomes* »

créées au nom d'une décentralisation qui se voulait effective. Mais décentralisation à quel niveau, à quel degré de compréhension ?

IIIème république de Madagascar bis sous Didier Ratsiraka

Car seul le nom de l'AREMA avait changé, les mauvaises pratiques d'accaparement des richesses du pays et la démagogie étant restées, sinon s'étant gravement amplifiées. Mais l'Amiral tiendra la barre fermement, malgré les critiques qui commençaient à fuser. Et, comme tous les dictateurs du continent africain, au lieu de passer le témoin, l'Amiral Ratsiraka, le 26 juin 2001 à Mahamasina, lors du traditionnel défilé de la fête nationale, a annoncé sa candidature à la prochaine élection présidentielle de décembre de la même année. Il ignorait qu'un certain Marc Ravalomanana, élu maire d'Antananarivo en 1999, avec son association *Tia ko larivo*

, avait déjà tissé sa toile grâce à son réseau de distribution de produits laitiers, à travers toute l'île. Et que ce Ravalomanana avait les moyens de ses ambitions. Mais entouré d'une cour plutôt encline à considérer ses propres intérêts que ceux du peuple, Didier Ratsiraka se laissa bercer aussi par l'amélioration de la conjoncture internationale, et l'ouverture de zones franches ayant permis la création de dizaines de milliers d'emplois, miroir aux alouettes qui a permis le retour des investisseurs étrangers. Or, force était de constater encore une fois que la répartition des fruits de cette croissance illusoire restait inégale.

C'est fort de tous ces facteurs que Didier Ratsiraka était sûr d'emporter un cinquième mandat à la barre de Madagascar. Sans doute pour réaliser enfin ses promesses de 20.000 logements, et de sortie du tunnel, par exemple ? En août 2001, au sortir de l'église d'Imerikasinina, son village natal, le maire Ravalomanana –sans aucun doute divinement inspiré– annonce à son tour sa

candidature. Il sera, au départ, sous-estimé par les « *Arémistes* » et Ratsiraka lui-même. Cependant, lors de la campagne électorale, constatant que ce Ravalomanana et son entité *Tiako I Madagasikara – TIM*

(dérivé pour la circonstance du *Tiako Iarivo*

de 1999 et indissociable des produits Tiko) étaient plus populaires qu'il le pensait, le président Ratsiraka usa de moyens les plus fourbes pour tenter de l'empêcher de se porter vraiment candidat : blocage de son avion de distribution de produits ; enquêtes fiscales... Rien n'y fit : il fallait compter sur ce Ravalomanana et son

« *mino fotsiny ihany* »,

tiré de saint... Marc (croyez tout simplement).

Vint le 16 décembre 2001, premier tour de l'élection présidentielle. Le taux de participation avait été exceptionnel : 66,5% des électeurs inscrits. Les premiers résultats n'avaient pas réussi à départager les candidats Ratsiraka et Ravalomanana, lors de ce premier tour : 46,44 % contre 40,61 % (chiffres émanant du ministère de l'Intérieur qui organisait l'élection). De son côté, Ravalomanana -qui avait loué une petite armada d'hélicoptères en Afrique du Sud qui ramassèrent les résultats de 14.600 bureaux de vote sur les 16.000 au total-, se targua d'avoir atteint un score de 53% et parle de victoire au premier tour (« *Premier tour dia vita* »). Une demande de confrontation des Procès-verbaux est alors demandée par toutes les entités s'étant impliquées dans cette élection mais, hélas pour lui, le président Ratsiraka refuse. A son sens,

« *les estimations de Ravalomanana sont falsifiables à merci* ».

Un Ravalomanana ayant également derrière lui la puissante Fjkm (église protestante réformée).

Un bras-de-fer va commencer... Pénible et meurtrier. L'Union africaine va même intervenir.

Mais, malgré deux accords signés à Dakar pour un second tour, Ravalomanana s'en tiendra à son

« *Premier tour dia vita* ».

Au final, aidé par des réservistes de l'armée, Ravalomanana, après une auto proclamation le 22 février 2002, prend finalement le dessus militairement et Didier Ratsiraka quitte le pays le 5 juillet 2002 pour un second exil en France. Au passage, le 29 avril 2002, à l'issue d'un nouveau décompte la Haute cour constitutionnelle (HCC) recomposée, déclare Marc Ravalomanana vainqueur avec 51,46% contre 35,90% pour Didier Ratsiraka. Entre-temps, Rajemison Rakotomaharo, directeur de la campagne présidentiel en 2001, accède au Sénat de Madagascar en cette année 2002, après la prise de pouvoir. Il se fait élire Président de cette Chambre haute, poste qu'il gardera jusqu'en 2008.

IIIème république sous Marc Ravalomanana A

Des élections législatives anticipées sont organisées le 15 décembre 2002. Les dernières

remontant au 17 mai 1998. Notons que cette dernière assemblée AREMA avait été dissoute en octobre 2002 par Ravalomanana. 160 sièges étaient à pourvoir et il y a eu 1312 candidats titulaires et suppléants. Une mission d'observation de la Francophonie était présente. Les résultats de ces élections législatives imposées par la Communauté internationale -il faut le souligner-. Comme du temps du PSD de Philibert Tsiranana et de l'AREMA et l'AREMA bis de Didier Ratsiraka, la grande majorité des députés sont devenus TIM : 102 sièges sur les 160 sont revenus au TIM, 23 à son allié le Firaisam-pirenena FP-Union nationale (créé de toutes pièces sonnantes et trébuchantes), le reste à des «*indépendants*» retourne-vestes à souhait. Quel débat démocratique voulez-vous espérer avec cette répartition, je vous le demande ?

IIIème république sous Marc Ravalomanana B

En deux temps trois mouvements, Ravalomanana a réussi à verrouiller le système politique de Madagascar en sa faveur et celle de son entreprise vite devenue un empire étatico-économique. Mais notre sujet n'est point là.... L'opposition est vite retournée par de l'argent ou par une menace d'emprisonnement. Cependant, Marc Ravalomanana est réélu le 3 décembre 2006. Au nom du Madagascar Action Plan (MAP), il toilette -lui aussi- la constitution pour pouvoir diriger le pays à coups d'ordonnances. C'était le 4 avril 2007 où -comme toujours depuis... toujours- le «*Oui*» l'emporta. Le 25 juillet 2007, il dissout sans vergogne l'Assemblée nationale (*«car elle ne reflétait plus la représentation nationale»*), dit Ravalomanana lui-même) et organise des élections législatives anticipées le 23 septembre 2007.

Le nombre des députés est réduit à 127 (160 auparavant). Présentes en tant qu'observateurs, L'Union africaine (UA) et le Marché commun de l'Afrique orientale et australe (COMESA) ont estimé que «*les élections avaient été bien organisées*»... Le 13 octobre 2007, la Haute Cour constitutionnelle (HCC) a annoncé les résultats définitifs pour 125 des 127 sièges. Elle a invalidé les résultats pour les deux sièges restants et demandé de nouvelles élections. Le TIM a remporté 105 des 125 sièges. 19 sièges sont allés à de petits partis et à des candidats indépendants qui intégreront très vite le TIM. Le siège restant a été obtenu par Jonah Parfait Prezaly du Leader Fanilo, **devenu le seul membre de l'opposition de cette nouvelle Assemblée nationale**.

Le 27 octobre 2007, le Président Ravalomanana nomme un nouveau gouvernement de 19 personnes. Le général de corps d'armée dans la Gendarmerie nationale, Charles Rabemananjara, est maintenu dans sa fonction de Premier ministre (et a également conservé le Ministère de l'intérieur), tandis que Cécile Manorohanta est nommée ministre de la Défense,

devenant ainsi la première femme civile à occuper ce poste.

Concernant le Sénat, il a été modifié selon *l'ordonnance (tiens !?) du 27 février 2008. Il comptait*

33 sénateurs (90 auparavant) dont : 22 élus au suffrage universel indirect à raison d'un sénateur par région ; 11 nommés par décret du Président de la République en raison de leurs compétences particulières en matière juridique, économique, sociale ou culturelle. Les voici et à vous de savoir de quel parti politique ils émanent, mais vous aurez deviné pour qui la majorité a roulé et roule encore, si certains se sont

«*émancipés*» de nos jours... ayant

senti le vent tourner :

- Yvan Randriasandratiniony
- Rémy Vincent Andrianjanaka
- Charles Sylvain Rabotoarison
- Jules Androkae
- Charlie Rakotoariventiny
- Manasé Bezara
- Noël Rakotondramboa
- Jeanne Razafiangy Dina Fotomanantena
- Raymond Ramandimbilahatra
- Guy Arvely Dolsin
- Emiline Rakotobe
- Jeannot Fernand
- Jean Chrysostome Randimbisoa
- Jean de la Croix Ipirina
- Jean Baptiste Randriamaro
- Alfred Joso
- Roland Ravatomanga
- Jean Parfait Laurent Mafilaza
- Edouard Robert
- Tahiry Mosa
- René Razafiarison
- Eliane Rosa Naika
- Christophe Samuel
- Johanita Ndahimananjara
- Jean André Soja
- Gilbert Evenom Ngolo
- Berthin Telolahy
- Lantoniaina Rabenatoandro
- Horace Mann Thu-Jaune
- Benjamin Rabenorolahy
- Jacky Mahafaly Tsiandopy
- Tovonanahary Rabetsitonta

- Ruffine Tsiranana

ANNEE 2013

Voilà donc l'Histoire véridique et authentique à propos des présidentielles avant des législatives à Madagascar. Les électeurs malgaches veulent-ils en faire un éternel recommencement ? Malheureusement, ils n'ont pas les moyens de faire grand'chose à leur niveau.

D'où le déplacement du Président de la Transition, Andry Rajoelina -non candidat à la prochaine élection présidentielle-, chez le Secrétaire général des Nations-Unies. La question n'est pas un « *scénario à la Poutine* ». La question est d'éviter que tous se ruent au sein du parti du Président qui sera prochainement élu, annihilant tout débat démocratique pour la défense réelle des intérêts du peuple malgache. Et revivre une énième mainmise du parti au pouvoir pour maintenir Madagascar dans l'ornière du perpétuel sous-développement économique avancé et ses conséquences désastreuses. Si l'on veut espérer un changement radical, il faut oser briser un système du à la complicité dirigeants véreux et corrompus/Communauté internationale d'intérêts financiers.

Un grand dossier de Jeannot RAMAMBAZAFY – 2 février 2012